

# Les rythmes scolaires en question avec la présidentielle

Paris, 26 mars 2017 (AFP) -

La réforme controversée des rythmes scolaires semble en sursis après la présidentielle: la plupart des favorisés souhaitent la modifier en laissant, a minima, davantage de liberté aux communes pour choisir leur organisation.

Depuis la réforme initiée au début du quinquennat de François Hollande, les écoliers ont renoué avec une cinquième matinée de classe, supprimée en 2008 sous Nicolas Sarkozy. Ils conservent 24 heures de cours hebdomadaires mais plus étalées, organisation jugée plus respectueuse des pics d'attention par les chronobiologistes. Trois heures d'activités périscolaires, tantôt gratuites ou payantes, ont été créées, à la charge des communes qui perçoivent une compensation partielle de l'Etat.

Cette réforme a cristallisé des critiques de parents, enseignants et élus de droite, défendant la "coupure du mercredi", critiquant la "fatigue des enfants", des inégalités ou une inadaptation à la maternelle. Les collectivités se sont inquiétées du coût et de difficultés d'organisation.

Les détracteurs déplorent aussi l'absence d'évaluations prouvant qu'elle profite aux élèves. "Il faut plus de recul", qu'un enfant ait fait tout le primaire avec ce rythme, estime toutefois la sénatrice socialiste Françoise Cartron, auteure d'un rapport sur la réforme.

Le candidat socialiste Benoît Hamon, éphémère ministre de l'Education nationale après l'initiateur de la réforme Vincent Peillon, est un des rares à vouloir clairement confirmer les rythmes actuels, tout en augmentant de 25% sur le quinquennat les aides, notamment pour les communes populaires et rurales, selon son conseiller Yannick Trigance.

En revanche, d'autres prévoient des changements plus ou moins marqués, mettant en avant une organisation plus souple des activités périscolaires quitte à rester discrets sur le devenir du temps scolaire lui-même.

- Pas de chamboulement immédiat -

François Fillon et Emmanuel Macron proposent ainsi de laisser un libre choix aux communes.

"On ne peut pas laisser les choses en l'état", estime Annie Genevard, conseillère éducation du candidat de la droite: "cette réforme a coûté cher, a été compliquée à mettre en place et elle est préjudiciable aux familles". Il faudrait selon elle "repartir du terrain", rouvrir la négociation sur le temps périscolaire, en vue d'améliorations "dans un temps raisonnable", autrement dit pour septembre 2018.

Emmanuel Macron laisserait lui les acteurs locaux réfléchir "aux meilleures solutions" et "trancher en 2019", moment où l'Etat n'abonderait plus les aides aux communes, selon l'entourage du candidat centriste. Il resterait alors "des fonds pour les communes pauvres". Quant à l'organisation du temps de classe, on sait seulement qu'il ferait l'objet d'une "concertation apaisée".

Si Marine Le Pen ne précise pas sa volonté de "revenir sur la réforme", Alain Avello, président du collectif Racine qui conseille la candidate d'extrême droite sur l'éducation, défend son abrogation. L'organisation serait alors repensée avec "l'expertise de spécialistes".

Jean-Luc Mélenchon propose enfin "un service public gratuit et obligatoire des temps périscolaires", assuré par des enseignants sur le modèle des professeurs de la ville de Paris (enseignements artistiques et sportifs), explique Paul Vannier, conseiller éducation. Il veut aussi revenir à 26 heures de classe comme avant 2008.

Le libre choix des collectivités, prôné par certains, continue toutefois de diviser. Favorable à ce "principe de liberté", Agnès Le Brun, de l'Association des maires de France, estime que "si ça marche, on peut continuer, si ça ne marche pas, on peut arrêter".

Même soutien au libre choix chez la fédération de parents Peep, dont la présidente Valérie Marty souhaite une évaluation de la réforme en vue de son amélioration.

"Dire +chacun fera ce qu'il veut+, ce n'est pas possible, l'éducation doit rester nationale", réclame au contraire Francette Popineau au SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire, qui a combattu la réforme et veut maintenant sa "remise à plat, dans une réflexion concertée".

En tout état de cause, un chamboulement dès la rentrée 2017 semble peu probable, même si certains s'y préparent, comme Nice. "Au-delà même de l'erreur historique qui consisterait à revenir à une exception française d'une



PAYS :France  
SURFACE :102 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 26 mars 2017 - Edition Fil Gen

semaine concentrant les apprentissages sur quatre jours", une réforme immédiate mettrait "en péril son bon déroulement, sans parler de la désorganisation pour les familles", fait-on valoir dans l'entourage de la ministre Najat Vallaud-Belkacem.

ang/fff/dar

Afp le 26 mars 17 à 06 30.